

Commémoration des massacres de Sabra et Chatila

LES DROITS DES PALESTINIENS NE SONT PAS NEGOCIABLES

L'histoire de l'entité coloniale nommée Israël n'a été qu'une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation . Du 15 septembre au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l'armée israélienne sous commandement d'Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d'enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l'histoire de leur voile de mensonges. L'intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de L'OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l'OLP avaient quitté Beyrouth. L'objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes est de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine, pour empêcher tout retour réel dans leur patrie et faire du droit au retour un droit totalement illusoire.

Sabra et Chatila n'est malheureusement qu'un épisode dans le plan sioniste d'annexion et de judaïsation de toute la Palestine. **L'ère des massacres commence dès la création de l'Etat d'Israël** . Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine (2002) ou de Gaza (2009). L'Etat d'Israël a été édifié sur la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et

800000 Palestiniens forcés à l'exil. Le massacre de Deir Yassine, au cours duquel périrent 254 personnes, s'inscrit ainsi dans la logique sioniste de purification ethnique : il a précipité le départ des populations palestiniennes vers l'exil. Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 6 millions, attendent toujours l'application de la résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

Mais au grand désespoir des dirigeants sionistes, la situation politique a radicalement changé et les coûts des massacres surpassent aujourd'hui les bénéfices politiques qu'ils peuvent en retirer. Parce que la résistance populaire est plus forte, l'exil massif des Palestiniens n'est plus une option envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'est abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas tombée, Gaza est restée libre. Malgré la tuerie, Israël a connu la défaite sur le plan militaire et sur le plan politique. Au niveau militaire, l'armée n'a atteint aucun de ses objectifs stratégiques, en particulier le démantèlement du Hamas. Après la défaite au Liban en juillet 2006, c'est un nouveau coup très dur que vient d'encaisser l'armée israélienne qui, il n'y a pas si longtemps encore, se prétendait invincible. Au niveau politique, l'attaque de Gaza a été tout aussi contre-productive : elle a décuplé la détestation internationale d'Israël et renforcé la mobilisation pro-palestinienne à travers le monde.

Aujourd'hui comme hier, les États occidentaux et la plupart des États arabes se distinguent par leur soutien à tous les crimes perpétrés par les sionistes. Mais le soutien des ces États, avec les États-Unis à leur tête, réside surtout dans **l'élaboration de plans dits « de paix » qui, les uns après les autres, visent à la capitulation du peuple palestinien et à l'abandon de ses droits fondamentaux.** La stratégie de ces plans de « paix » est toujours la même: faire pression sur les Palestiniens afin de faire taire la résistance, gagner du

temps pour poursuivre la colonisation, entériner l'avancée du projet colonial sioniste dans de nouveaux accords. Les accords d'Oslo (1993) ont été signés dans le contexte de la première intifada et avaient pour objectif de désamorcer la résistance populaire et stopper l'essor concomitant du Hamas. Ces accords ont aussi abouti à la formation de l'Autorité palestinienne qui n'est rien d'autre qu'une structure de supplétifs, de collaborateurs œuvrant pour la sécurité d'Israël et le maintien de l'ordre colonial sioniste. La seconde intifada qui a éclaté en 2000 a mis fin à la supercherie du processus d'Oslo. Mais l'Autorité palestinienne s'est maintenue grâce à ses forces de sécurité dirigée depuis 2005 par le général américain Dayton. En Cisjordanie, les forces de Dayton imposent une dictature complète : répression des mouvements populaires, censure de la presse, arrestation et torture quotidienne des militants du Hamas.

Après l'échec d'Oslo et effrayés par les victoires du Hamas au niveau politique (élections législatives de janvier 2006) et au niveau militaire (mise en déroute et expulsion des collaborateurs du Fatah de Gaza en juin 2007), les sionistes et leurs alliés occidentaux se devaient de réagir. Pareillement au blocus imposé à Gaza, ils lancèrent en novembre 2007 les négociations d'Annapolis, un nouveau leurre pour gagner du temps et poursuivre la colonisation. En effet le fond des discussions entre le pouvoir sioniste et la clique d'Abbas portait essentiellement sur la sécurité d'Israël et la renonciation aux droits fondamentaux des Palestiniens comme le droit au retour des réfugiés. En 2008, Abbas ne déclarait-il pas 2008 « qu'il est en effet inconcevable de penser que tous les réfugiés pourront rentrer chez eux » ? **Aujourd'hui, le nouveau round des négociations engagé à Charm AL Cheikh sous égide américaine n'a pas d'autre but que de faire reconnaître à la partie palestinienne le caractère juif de l'Etat d'Israël** . Il s'agit ainsi de faire accepter de facto la judaïsation rampante des villes palestiniennes. C'est aussi, à n'en pas douter, un moyen de préparer la déportation massive des

Palestiniens de 48 considérés par les leaders sionistes comme une « menace stratégique ».

Que ce soit par la guerre, les massacres ou les processus de négociation, l'Etat israélien poursuit toujours le même objectif : la colonisation de toute la Palestine et sa judaïsation intégrale . Face à cette entreprise de destruction de leur peuple, de spoliation de leurs terres, et de négation de leurs droits, les Palestiniens ont bien compris qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes et sur leur résistance pour contrer la puissante machine de guerre coloniale israélienne. Ils l'ont déjà démontré à maintes reprises depuis 60 ans. Mais leur victoire héroïque en janvier 2009 lors de la guerre barbare conduite par l'entité sioniste est le meilleur exemple de la détermination des Palestiniens pour défendre leur terre. Malgré la dissymétrie abyssale des forces en présence, la résistance est toujours debout et le Hamas n'a pas été délogé. Le mouvement n'a effectué aucune concession sur les droits fondamentaux des Palestiniens. Comme en Algérie et au Vietnam dans le passé, comme en Afghanistan et au Liban aujourd'hui, cette victoire démontre que la résistance populaire est la seule voie conduisant au renversement du système colonial juif.

En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'inférieure machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

*** La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.**

*** Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.**

*** La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les**

réfugiés chez eux.

*** La libération de tous les résistants emprisonnés.**

Comité Action Palestine